

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-TROISIÈME SESSION

*Documents officiels**

DEUXIÈME COMMISSION
35e séance
tenue le
mardi 8 novembre 1988
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 35e SEANCE

Président : M. NAVAJAS MOGRO (Bolivie)

SOMMAIRE

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT
(suite)

- a) ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES (suite)
- b) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite)
- c) FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (suite)
- d) FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (suite)
- e) PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.2/43/SR.35
29 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite) (A/43/3, A/43/273-S/19720, A/43/393-S/19930, A/43/457-E/1988/102, A/43/463-E/1988/106, A/43/587, A/43/671)

- a) ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES (suite) (A/43/426 et Add.1 à 3 et A/43/426/Add.1/Corr.1-E/1988/74 et Add.1 à 3 et E/1988/74/Add.1/Corr.1; A/C.2/43/L.8; E/1988/76)
- b) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite) (A/43/643, E/1988/19)
- c) FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (suite)
- d) FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (suite) (E/1988/18)
- e) PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (suite)

1. Mme CHALLENGOR (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit que depuis son entrée en fonctions voici presque un an, le nouveau Directeur général de l'Unesco, M. Federico Mayor, a adopté des mesures concrètes visant à revitaliser les structures de l'Organisation et à simplifier ses méthodes afin d'accroître l'efficacité de ses activités opérationnelles. En effet, le Directeur général étudie la possibilité de créer un bureau de coopération technique qui serait chargé de formuler les politiques générales et d'harmoniser les procédures régissant les activités opérationnelles, de se tenir au courant des besoins des Etats membres en matière d'assistance, d'assurer la liaison avec les sources de financement et les coordonnateurs ou représentants résidents et de coordonner la fourniture de services d'experts, de matériel et de bourses pour les projets.

2. Le Directeur général se propose en outre de décentraliser plus efficacement la présence de l'Unesco au niveau local, de préparer des évaluations sectorielles des besoins pour faciliter la programmation par pays et les réunions de donateurs et renforcer la capacité des bureaux extérieurs d'appuyer le développement et de formuler des projets.

3. Le Directeur général, avec l'appui du Conseil exécutif, s'attache également à renforcer la coopération avec d'autres organismes du système, notamment sur le plan national, et a pris des contacts à cet effet. En 1990, l'Unesco sera l'hôte d'une conférence internationale sur l'éducation de base, organisée conjointement avec l'UNICEF et la Banque mondiale. La coopération de l'Unesco avec le FNUAP dans l'exécution de projets a pratiquement doublé au cours des dernières années, passant de 5,2 à 8,9 millions de dollars. Elle a également intensifié sa coopération avec la Banque africaine de développement et envisage de passer des accords analogues avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement. Par contre, elle a réduit sa participation au programme de coopération avec la Banque mondiale, mais de nouvelles modalités de coopération avec cette institution sont à l'étude.

/...

(Mme Challenor)

4. Depuis que l'Unesco a coparrainé avec le Gouvernement français la création de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources il y a 40 ans, elle s'est activement occupée des problèmes écologiques et de développement durable, comme en témoignent par exemple son intérêt pour le programme de recherche sur les zones arides, la création de la Commission océanographique intergouvernementale, le Programme hydrologique international, le Programme international de corrélation géologique, l'étude du Conseil économique et social sur les catastrophes naturelles et la création du Programme sur l'homme et la biosphère. En juillet 1988, le Directeur général a organisé deux réunions sur l'environnement et le développement durable préalablement à la conférence consacrée à cette question qui s'est tenue à Oslo. L'Unesco appuie pleinement les résultats de cette conférence et administre des programmes dans la plupart des domaines prioritaires définis par la conférence. Le Directeur général a décidé de désigner un groupe de consultants extérieurs indépendants pour superviser les activités de l'Unesco en ce domaine et donner des avis sur les futurs programmes. Par ailleurs, il présidera personnellement un groupe intersectoriel interne chargé de coordonner les programmes de l'Unesco sur l'environnement, les catastrophes naturelles et le développement durable. L'Unesco a également pris une part active aux travaux du Comité directeur de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, et l'un des sept grands programmes proposés dans le cadre du troisième plan à moyen terme pour la période 1990-1995 est consacré à la science pour le progrès et l'environnement.

5. L'Unesco attache une grande importance à la résolution 42/196 de l'Assemblée générale et a pris des mesures pour en appliquer les dispositions. A la suite des études de cas présentées dans le rapport Jansson en ce qui concerne la coordination des opérations au niveau local, le Conseil exécutif a adopté au printemps de 1988 la résolution 129 EX/6.1.3, appuyant les recommandations formulées dans le rapport. L'Unesco examine la possibilité d'affecter à titre expérimental des conseillers pédagogiques à certains bureaux de représentants résidents du PNUD. Elle prête beaucoup d'attention à la coopération technique entre pays en développement et, en collaboration avec le PNUD, aide actuellement le Gouvernement égyptien à préparer une opération intergouvernementale de programmation de la CTPD; en outre, elle est en pourparlers avec la Corée, le Brésil, l'Inde, le Nigéria et le Kenya en vue de les aider à lancer des opérations analogues dans son domaine de compétence. De grands progrès ont été accomplis par l'Unesco en ce qui concerne l'utilisation des capacités des pays en développement pour l'exécution des projets, si bien que 70 % des experts participant aux projets exécutés par l'Unesco sont originaires de pays en développement. De même, les achats de matériel effectués dans les pays en développement ont augmenté.

6. S'agissant de la participation de la femme au développement, l'Unesco a organisé à la fin de 1987 un colloque international sur l'intégration des questions touchant les femmes dans la planification du développement, et au cours duquel ont été évalués les résultats de deux projets pilotes exécutés en Thaïlande et au Sénégal. Au début de 1988, un nouveau coordonnateur des programmes concernant les femmes a été engagé et l'Unesco s'efforce d'augmenter la participation des femmes à toutes ses activités.

/...

(Mme Challenor)

7. L'Unesco attache une grande importance à la mise en valeur, des ressources humaines et appuie sans réserve la déclaration faite lors de la table ronde Nord-Sud qui s'est tenue récemment à Amman (Jordanie) et dans laquelle il est dit que la mise en valeur des ressources humaines devrait prendre encore plus d'importance d'ici à l'an 2000, car la compétitivité, la productivité, la main-d'oeuvre qualifiée et les capacités de gestion sont appelés à devenir des facteurs déterminants pour le développement. Malgré ses difficultés financières, l'Unesco a apporté une contribution importante au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

8. Dans sa résolution 41/187, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie mondiale du développement culturel, placée sous les auspices de l'Unesco. Au cours de cette Décennie, l'Unesco collaborera avec la communauté internationale à la mise au point de méthodes permettant de tenir compte des facteurs culturels dans l'application de projets d'assistance technique du système des Nations Unies pour le développement, de manière à épargner aux experts internationaux les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans l'accomplissement de leurs tâches faute d'être familiarisés avec le milieu socio-culturel dans lequel ils travaillent. Outre les considérations concernant ses effets sur l'environnement et la condition de la femme, il sera peut-être utile de prévoir, lors de l'élaboration de chaque projet, une étude sur ses conséquences culturelles.

9. Au cours des prochaines années, les orientations indiquées dans la résolution 42/196 devront constituer un point de référence obligatoire, et il convient à cet égard de souligner l'importance des diverses études devant être effectuées par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, le PNUD et le Comité administratif de coordination, en application de ladite résolution.

10. L'Unesco est disposée à coopérer dans toute la mesure du possible pour que le système de coopération technique tienne compte des priorités nationales établies par les pays en développement; il convient de souligner en outre que, pour maintenir la paix, il faut non seulement faire échec à l'agression militaire, mais aussi instaurer la justice économique.

11. M. EMENYI (Nigéria) fait observer que la réduction du flux des ressources destinées aux pays en développement rend les activités opérationnelles pour le développement plus que jamais nécessaires. Celles-ci ont été largement appuyées par les Etats Membres, qui ont sensiblement augmenté leurs annonces de contributions aux activités de développement ces derniers temps. Etant donné les graves difficultés économiques auxquelles se heurtent actuellement la plupart des pays en développement, il est possible que leur dépendance vis-à-vis de l'aide offerte par le système des Nations Unies augmente au cours des prochaines années; il faut donc améliorer les mécanismes opérationnels afin de pouvoir faire face aux problèmes socio-économiques à moyen et à long terme. La résolution 42/196 de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont déjà mises en oeuvre par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, constitue un progrès important sur cette voie.

/...

(M. Emenyi, Nigéria)

12. Dans le contexte des mesures pratiques concertées qu'il est important d'adopter pour surmonter les difficultés que posent les activités opérationnelles, il convient de signaler les études de cas sur les activités opérationnelles, présentées dans le rapport Jansson. Il existe toutefois des divergences de vues entre les organismes des Nations Unies en ce qui concerne certaines questions abordées dans ce rapport, à savoir le rôle central de financement du PNUD, la coordination au niveau national et la coopération avec la Banque mondiale et les banques régionales. Il faut en outre renforcer la coordination entre les organismes des Nations Unies dans l'exécution des programmes sur le terrain.

13. Le Nigéria estime que sa collaboration avec le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et d'autres organismes des Nations Unies est très positive et se propose de la poursuivre activement, notamment dans l'exécution des projets destinés à atténuer les effets négatifs des politiques rigoureuses d'ajustement structurel adoptées ces dernières années.

14. A cet égard, il convient de souligner les remarquables efforts de l'UNICEF pour la survie et le développement de l'enfant, la sécurité alimentaire, la participation des femmes au développement, l'éducation, la vaccination et la mobilisation sociale. Il faut le féliciter en particulier de l'Initiative de Bamako dont l'objectif est de développer les soins de santé primaires en faveur de l'enfance en encourageant la participation des communautés rurales à l'exécution du programme.

15. Il convient d'intégrer les programmes et les activités des organismes internationaux dans les plans de développement des pays bénéficiaires et de tirer parti des connaissances et l'expérience disponibles au niveau national. Il faut espérer que le prochain examen triennal des politiques contribuera à améliorer l'efficacité des activités opérationnelles pour répondre aux besoins sociaux et économiques des pays en développement.

16. M. GEBREMEDHIN (Ethiopie), après avoir réaffirmé l'intérêt que porte son pays aux activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, qui remplissent une fonction utile de catalyseur, souligne l'importance de la résolution 42/196 dont le but est de promouvoir le rôle de chef de file du système des Nations Unies dans le domaine du développement et de la coopération économique internationale. Cette résolution semble aller plus loin que les efforts précédents en matière de coordination, de centralisation et de normalisation des politiques et des méthodes, tout en mettant l'accent sur l'exécution des projets par les gouvernements bénéficiaires eux-mêmes et sur le renforcement des capacités nationales. L'application de ladite résolution revêt donc un intérêt capital. S'agissant de la fonction des coordonnateurs résidents, l'Ethiopie appuie les mesures destinées à renforcer cette fonction mais réaffirme la validité de la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale concernant le mandat du PNUD.

17. Il faut assouplir et simplifier les procédures régissant les activités opérationnelles pour le développement afin d'en accroître l'efficacité, tout en reconnaissant que la programmation commune doit tenir pleinement compte des politiques et des objectifs des pays bénéficiaires.

/...

(M. Gebremedhin, Ethiopie)

18. L'Ethiopie partage l'avis de ceux qui considèrent que les activités opérationnelles des années 90 doivent être différentes de celles des décennies antérieures, mais ne pense pas qu'elles devront être réorientées parce que les besoins et priorités des pays en développement n'ont pas radicalement changé. En effet, le développement institutionnel et la mise en valeur des ressources humaines, les transferts des connaissances et de la technologie demeurent les besoins essentiels des pays en développement. Cela ne signifie pas toutefois que la délégation éthiopienne soit contre les réformes ou l'adaptation à des situations nouvelles.

19. Il y a lieu de se féliciter du niveau atteint par les annonces de contributions pour 1989 et la délégation éthiopienne estime, comme l'Administrateur du PNUD, que l'augmentation des ressources est un vote de confiance à l'égard des travaux des organismes s'occupant de développement.

20. M. SALES (Mozambique) se déclare lui aussi satisfait des résultats positifs de la Conférence d'annonces de contributions qui font apparaître une augmentation de 6 % par rapport à la conférence précédente, augmentation encourageante surtout à une époque où les pays en développement se heurtent à d'énormes difficultés et ont un besoin urgent d'aide extérieure, notamment de subventions et d'aide non liée à des conditions favorables. Les dernières années ont été marquées par l'apparition de nouveaux problèmes de portée mondiale qui figurent déjà au nombre des questions examinées par l'Organisation des Nations Unies et divers organismes du système. A cet égard, il est nécessaire d'identifier clairement un mécanisme central de coordination et de définir les responsabilités et tâches de chaque organisme. Il faut assurer en outre un apport substantiel de ressources nouvelles afin que le système dispose des moyens d'action nécessaires. Par ailleurs, la délégation mozambicaine jugerait préoccupant que l'on alloue à de "nouvelles priorités" les modestes ressources destinées à l'origine à des besoins urgents et à d'autres priorités établies par les pays en développement.

21. A sa session précédente, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/196 qui a marqué le début d'un processus intensif de préparation du prochain examen triennal des politiques liées aux activités opérationnelles. Les premiers rapports établis par le Bureau du Directeur général contiennent des renseignements très utiles et il faut espérer que les autres rapports broseront un tableau plus complet de la situation, afin que l'on puisse formuler des observations sur les diverses propositions formulées. Le représentant du Mozambique souligne notamment la qualité du rapport publié sous la cote E/1988/76. L'année en cours est en fait une période de transition. Bien que le Secrétariat ait été chargé de préparer la plus grande partie de la documentation pertinente, la délégation mozambicaine est disposée à participer à des échanges de vues officiels ou à des débats sur les questions qui n'ont pas été abordées dans la résolution 42/196.

22. Le PNUD doit s'occuper d'urgence de la mise en valeur des ressources humaines, et ce d'autant plus que les programmes d'ajustement et autres réformes ont, dans les pays bénéficiaires, des répercussions sociales négatives telles que l'augmentation du chômage dans les zones urbaines et la réduction des crédits alloués à l'éducation et à la santé ainsi que des subventions alimentaires. En

/...

(M. Sales, Mozambique)

tant qu'organisme central de financement des activités opérationnelles, le PNUD doit être attentif aux inquiétudes exprimées par l'UNICEF, l'OIT et d'autres organismes et être prêt à apporter une assistance financière et autre pour la réalisation d'études et d'évaluations ou l'organisation de réunions de donateurs pour faire face aux graves problèmes évoqués.

23. La grande alliance en faveur des enfants créée par l'UNICEF, dont le but principal est de promouvoir les activités liées à la survie et au développement de l'enfant, est une admirable initiative. L'UNICEF a toujours fait preuve de solidarité à l'égard du Mozambique, pays constamment victime de tentatives extérieures de déstabilisation qui compromettent le développement et le progrès social et qui ont de graves répercussions notamment sur la situation des enfants. Grâce à la publication de l'ouvrage intitulé Children on the Front Line (Les enfants en première ligne) et la tenue récente d'un colloque à Harare, le monde a pu se rendre compte de la situation difficile dans laquelle se trouvent les enfants de la région.

24. La délégation mozambicaine constate que les importants efforts déployés par la Directrice exécutive du FNUAP commencent à porter leurs fruits, témoignant de l'ampleur des activités entreprises par le Fonds en Afrique, telles que l'élaboration d'une stratégie pour les pays africains au sud du Sahara. A cet égard, il convient de donner priorité à l'octroi de ressources à l'appui des activités relatives à la population et à la formation de personnel national dans les pays africains pour l'élaboration, la supervision et l'exécution de projets.

25. A l'approche des années 90, il apparaît clairement qu'il faudra tôt ou tard établir des plans pour l'avenir. Le PNUD a déjà créé un groupe de travail à cet effet tandis que l'UNICEF et le FNUAP ont présenté un certain nombre de suggestions intéressantes. Par ailleurs, au cours des deux prochaines années, les travaux de l'Organisation seront dominés par l'élaboration de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement. M. Sales lance un appel aux organismes des Nations Unies pour qu'ils participent activement aux travaux préparatoires de la nouvelle stratégie en prenant bien soin d'adopter une approche intégrée et d'user de tous les mécanismes de coordination afin que le système des Nations Unies pour le développement soit en mesure de réaliser les objectifs de la Stratégie au cours de la prochaine décennie.

26. M. MAC ARTHUR (Etats-Unis d'Amérique) se déclare satisfait de la collaboration instaurée entre le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles), le Groupe consultatif mixte des politiques et le Bureau du Directeur général concernant d'importantes questions interdépendantes, telles que la programmation par pays, la décentralisation des activités opérationnelles au niveau local et le renforcement de la fonction des coordonnateurs résidents. La délégation des Etats-Unis d'Amérique souhaiterait que le Conseil économique et social soit régulièrement informé des progrès réalisés dans l'action intégrée entreprise en réponse à la résolution 42/196 en ce qui concerne ces questions.

/...

(M. Mac Arthur, Etats-Unis)

27. Les Etats-Unis sont eux aussi d'avis qu'il conviendrait de réinstaller le secrétariat du Comité consultatif à New York et de l'incorporer au Bureau du Directeur général. De même, ils estiment que les fonctionnaires de rang supérieur qui sont directement responsables de la gestion des activités opérationnelles devraient participer davantage aux travaux du Comité consultatif et que ce dernier devrait continuer d'accorder une importance primordiale aux facteurs susceptibles de contribuer à la coordination sur le terrain. Toutefois, en envisageant ces questions à l'échelle de tout le système, il faudrait non seulement tenir compte de la coordination et de l'intégration des activités nationales, mais également des relations générales de collaboration et de la répartition des tâches entre le PNUD et les organismes sectoriels, tant au Siège que sur le terrain.

28. M. Mac Arthur est donc satisfait de voir que le Comité consultatif a décidé de créer un groupe de travail chargé de donner son point de vue sur les dépenses d'appui des organisations, considérées du point de vue général de l'évolution des relations entre le PNUD, les agents d'exécution et les gouvernements. Il faut espérer que ce groupe de travail et le groupe d'experts qu'organisera le PNUD pour se pencher sur la même question analyseront tous les aspects pertinents sous l'angle le plus large possible, en tenant compte de la nécessité de renforcer la capacité qu'ont les gouvernements bénéficiaires d'exécuter les programmes de développement qui reçoivent une aide de l'Organisation des Nations Unies. Le meilleur moyen d'y parvenir est de décentraliser au niveau local l'élaboration et l'exécution des programmes d'aide au développement mis en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies, de façon à faciliter et à encourager une plus grande participation des gouvernements à ces processus et un transfert plus efficace des connaissances techniques et administratives du système des Nations Unies aux gouvernements bénéficiaires.

29. Le problème des dépenses d'appui des organisations reste donc étroitement lié à d'autres problèmes importants passés en revue dans la résolution 42/196 de l'Assemblée générale, tels que le rôle essentiel de coordination du PNUD et la nécessité de renforcer la fonction des coordonnateurs résidents. Par exemple, on pourrait tirer parti du rôle essentiel de financement que joue le PNUD au sein du système des Nations Unies pour encourager l'application d'une approche intégrée, non seulement dans la programmation sur le plan national des ressources du système des Nations Unies pour le développement, mais aussi dans l'octroi aux gouvernements d'avis en matière de techniques, de politiques et de gestion. Néanmoins, on considère en général que lorsque les avis sectoriels et techniques ne sont pas fournis dans le cadre des projets, ils n'ont pas un caractère opérationnel et entrent dans le cadre des programmes des institutions spécialisées. La délégation des Etats-Unis d'Amérique estime que c'est une fausse distinction et propose donc que l'on envisage la possibilité de confier aux coordonnateurs résidents la tâche de coordonner efficacement toutes les activités de développement au niveau des pays.

30. Il faut espérer que les exemples mentionnés montreront que la négociation de nouveaux accords relatifs aux dépenses d'appui des organisations englobe des questions qui devraient être examinées dans le cadre de la réponse intégrée à la résolution 42/196 de l'Assemblée générale. En conséquence, il est essentiel que le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) et le

/...

(M. Mac Arthur, Etats-Unis)

Groupe consultatif mixte des politiques synchronisent leurs travaux avec ceux du groupe d'experts du PNUD sur les dépenses d'appui des organisations et du groupe de travail parallèle du Comité consultatif, qui n'achèveront pas leurs travaux avant le printemps 1990. On ne peut donc guère attendre que le Directeur général présente une réponse large et définitive à la résolution 42/196 avant la session du Conseil économique et social qui se tiendra pendant l'été 1989.

31. M. JAYASINGUE (Sri Lanka) signale que l'un des principaux objectifs du débat est de déterminer dans quels domaines il faudrait perfectionner les activités opérationnelles pour accroître l'efficacité des organismes compétents. Il importe également de comprendre quels changements seraient nécessaires pour s'attaquer aux problèmes qui se sont manifestés au cours des années, en particulier des années 80, et qui persisteront probablement pendant la prochaine décennie.

32. Ces dernières années, le courant des ressources extérieures que reçoivent les pays en développement n'a augmenté, en termes réels, que de 2 %. Bien que l'aide publique au développement ait augmenté, surtout l'aide destinée aux pays les moins avancés et aux pays les plus gravement touchés, elle reste dans l'ensemble insuffisante. Les pays de l'OCDE qui ont progressé dans le domaine économique n'ont pas consacré 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement, comme cela avait été convenu; au cours des années 80, leurs contributions ont représenté environ 0,3 % de leur PNB; au cours de la période 1980-1986, on a également considérablement réduit - de 13 % à 2 % - les crédits aux exportations, et l'apport de capitaux aux pays en développement est passée de 51 % à 32 %.

33. D'autres facteurs économiques internationaux ont contribué à réduire la capacité qu'ont les pays en développement d'exécuter des programmes de développement adéquats. Il faut souligner notamment le poids de la dette et du service de la dette, le coût élevé du crédit et la faiblesse des cours des produits de base qui viennent s'ajouter aux déficits des balances commerciales, aux fluctuations de taux de change et à l'adoption croissante de politiques protectionnistes par les pays développés. En conséquence, les transferts nets de capitaux des pays en développement vers les pays développés se sont chiffrés à 60 milliards de dollars par an alors que le service de la dette atteignait 150 milliards de dollars par an. Dans certains des pays les moins avancés, on a enregistré une détérioration encore plus accusée de la situation socio-économique depuis la fin des années 70, due aux catastrophes naturelles, aux sécheresses, à la faim, aux inondations, aux cyclones et autres calamités qui ont infligé d'énormes souffrances à des millions de personnes.

34. En conséquence, il est nécessaire que les organismes étudient l'adoption de nouvelles méthodes pour faire face à de nouveaux types de problèmes, dont certains ont une gravité telle qu'ils pourraient provoquer une instabilité politique, économique et sociale, non seulement dans les pays intéressés mais aux niveaux régional et mondial. De l'avis de la délégation sri-lankaise, la solution réside dans la mobilisation de ressources supplémentaires, qui complèterait les ajustements internes et les améliorations qui seront apportées au fonctionnement des organismes eux-mêmes.

/...

(M. Jayasinghe, Sri Lanka)

35. Pour la délégation sri-lankaise, le moment est venu pour ces organismes de considérer qu'ils font partie intégrante d'une stratégie mondiale visant à lutter contre le sous-développement et d'autres maux économiques et sociaux. Leurs activités devant compléter celles qu'ils ont réalisées aux niveaux national et international, il est nécessaire d'intégrer davantage l'action de tous les participants, qu'il s'agisse des gouvernements des pays donateurs et bénéficiaires, des organismes multilatéraux, ou des organisations non gouvernementales ou autres institutions comme les moyens d'information. On parviendrait ainsi à accroître l'efficacité et la rentabilité des projets et des programmes et à éviter le chevauchement des activités dans les régions en développement.

36. La délégation sri-lankaise, outre qu'elle reconnaît l'importance d'une plus grande coordination aux niveaux mondial et national, estime que l'on devrait renforcer également la coordination entre les organismes, tant aux sièges que sur le terrain. Elle considère que la proposition du Directeur général tendant à créer un organe de coordination au Siège est positive et estime qu'en plus des experts et des représentants des organismes, quelques représentants politiques devraient y participer. Le moment est également venu de réexaminer les mandats de certains organismes. Au cours des dernières décennies, on a enregistré une évolution considérable des tendances politiques, économiques et sociales, ainsi que des priorités. Au cours des années 70, les problèmes économiques et sociaux ont commencé à occuper une place plus importante dans les activités de la communauté internationale et on a lancé des appels énergiques pour qu'il soit remédié à certains des déséquilibres et des injustices qui caractérisaient les activités économiques internationales. Toutefois, les tentatives faites au cours des années 70 et 80 n'ont pas résolu ces problèmes et les difficultés que connaissent les pays en développement se sont aggravées. Actuellement, certains pays en sont pratiquement arrivés, dans les domaines économique et social, à une situation de crise qui pourrait avoir de vastes répercussions dans le domaine politique. Il est donc indispensable de réexaminer de toute urgence les mandats de certains organismes, pour qu'ils puissent répondre aux nouvelles priorités de la communauté internationale, en particulier des pays en développement.

37. Enfin, M. Jayasinghe se déclare satisfait de l'augmentation considérable des annonces de contributions formulées lors de la récente conférence tenue au Siège.

38. M. LOOS (Banque mondiale) dit qu'en dernière instance, le développement comble les aspirations des êtres humains et implique la réalisation de toutes les possibilités de l'individu. L'objectif essentiel de la Banque est donc de réduire la pauvreté qui empêche des milliards de personnes d'atteindre des niveaux de vie acceptables : comme l'a déclaré récemment M. Conable, Président de la Banque mondiale, permettre qu'un être humain sur cinq vive dans de telles conditions n'est pas seulement un outrage à la morale mais une attitude anti-économique, car on gaspille ainsi des ressources qui seraient précieuses pour le développement.

39. Selon M. Conable, il est nécessaire d'oeuvrer dans cinq domaines : la réalisation de la croissance économique, la lutte contre la faim; la réduction d'une croissance démographique excessive, l'investissement dans l'éducation et la protection des intérêts des populations démunies au cours du processus d'ajustement économique.

/...

(M. Loos)

40. L'inexorable impératif du drame du développement est centré sur les mesures que l'on doit adopter tant pour instaurer un climat plus favorable à la croissance des pays industrialisés et en développement que pour mettre fin au fléau de la pauvreté qui s'abat sur ces derniers. La notion de dignité humaine doit être défendue en aidant des hommes, des femmes et des enfants, dont les vies et les rêves sont brisés par une pauvreté dégradante.

41. Il est essentiel d'entreprendre une action directe pour lutter contre la faim, en augmentant le rendement du secteur agricole et en ajustant les politiques économiques en vue d'élever les revenus.

42. Dans les pays de l'Afrique au sud du Sahara, plus de 100 millions de personnes - une sur quatre - souffrent d'une alimentation insuffisante. La Banque travaille, de concert avec les gouvernements africains, les donateurs officiels et non gouvernementaux et autres institutions internationales, à faire de la sécurité alimentaire une réalité.

43. La croissance démographique rapide constitue une grave menace pour le développement durable, ainsi que l'une des principales causes de pauvreté. La Banque fournit une aide motivée aux programmes de planification de la famille, dont bon nombre mettent l'accent sur l'espacement des naissances et la santé de la mère et de l'enfant.

44. La femme est un élément souvent oublié. Des taux de fécondité élevés, des conditions de santé déficientes, une éducation inadéquate et des possibilités d'emploi limitées restreignent sa pleine participation à la société, ce qui a poussé la Banque à donner aux questions relatives à la femme un rang prioritaire.

45. Bien que la productivité de ressources humaines compétentes constitue la base essentielle de la croissance économique, l'investissement dans des activités éducatives a baissé en raison inverse à sa nécessité et il y a aujourd'hui 100 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés. En conséquence, la Banque accorde également la priorité à l'éducation.

46. La capacité technologique acquiert une importance toujours plus grande dans les pays en développement. A mesure que le monde industrialisé modifie la composition de son industrie et de ses importations en provenance des pays en développement, ces derniers devront à leur tour modifier leur conception de la science et de la technologie et du rôle qu'elles jouent dans le développement. La Banque reconnaît ce fait et essaie de résoudre ce problème très important.

47. Les prêts à l'ajustement structurel - c'est-à-dire la remise rapide de fonds aux pays qui conviennent de modifier des politiques économiques déterminées pour leur permettre de résoudre leurs problèmes de balance des paiements - revêtent une importance toujours accrue. Il arrive que ces programmes d'ajustement aillent de pair avec une réduction des niveaux de vie, des revenus et de la consommation de certains secteurs de la population. Toutefois, ces coûts sociaux ont presque toujours un caractère provisoire. A long terme, ces réformes de politiques sont favorables aux pauvres, auxquels les distorsions et les politiques économiques mal

/...

(M. Loos)

conçues nuisent davantage qu'à d'autres secteurs de la population. Dans de nombreux pays en développement, les conditions sociales ont commencé à se détériorer bien avant que l'on se soit sérieusement employé à réaliser des ajustements, ce qui souligne l'importance des politiques nationales qui appuient les programmes de lutte contre la pauvreté.

48. En élaborant les programmes d'ajustement, il faut essayer non seulement de faire en sorte que les dépenses sociales soient rentables et axées sur les pauvres, mais aussi d'aider directement ces derniers, en particulier dans les domaines de la nutrition et de l'emploi.

49. Une autre question essentielle est la dégradation de l'environnement. La pauvreté en est la cause principale mais, le fait de négliger l'environnement entraîne à son tour la destruction de ressources indispensables à la vie même. La Banque a élargi son aide à des programmes destinés à préserver la diversité biologique, lutter contre la pollution de l'air et de l'eau, améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement et aider les pays à développer leur capacité d'éliminer les déchets industriels. L'extrême nécessité de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement est mise en évidence par le fait qu'en Afrique, dans un seul pays, le Mali, la désertification s'est traduite par une avance de 350 kilomètres du Sahara méridional au cours des 20 dernières années.

50. Le problème de la dette exige également que des mesures efficaces soient prises d'urgence. La stratégie de la Banque dans le cas de pays à revenu moyen très endettés consiste à les aider à reprendre leur croissance pour qu'ils puissent progressivement réduire leur dette et augmenter les revenus par habitant avec d'importants prêts devant permettre de réaliser des ajustements structurels et sectoriels, un financement soutenu de l'investissement et une aide accrue en vue de mobiliser une assistance financière auprès d'institutions de crédit commerciales et publiques.

51. Pour sa part, l'Afrique a besoin d'une aide souple, qui tienne compte de la dimension humaine et des facteurs sociaux sans négliger l'importance du développement durable à long terme. C'est pourquoi la Banque a récemment lancé un programme spécial d'aide à l'Afrique, dont les éléments fondamentaux sont les suivants : augmentation des crédits et des versements accélérés au titre du huitième renouvellement des ressources de l'IDA, représentant quelque 6 milliards de dollars pour la période triennale 1988-1990; allègement de la dette assorti de l'octroi de conditions plus favorables par les créanciers publics; et augmentation considérable des prêts concessionnels et des versements rapides de donateurs pour financer conjointement les opérations d'ajustement avec l'appui de l'IDA, représentant 6,5 milliards de dollars pour les trois années à venir.

52. Bien que de nombreux pays d'Asie aient réalisé de grands progrès ces derniers temps, la plus grande partie de la population mondiale se trouvant en état de pauvreté absolue continue d'y vivre. Il est donc nécessaire de continuer de leur fournir une aide pour lutter contre la pauvreté et développer leur infrastructure de base.

/...

(M. Loos)

53. Toutefois, les courants de ressources sont en général insuffisants pour satisfaire les besoins minimaux des pays en développement et il est impossible de soutenir la croissance si elle ne bénéficie pas d'un financement adéquat. Comme l'a dit M. Conable, la Banque est disposée à assumer sa part du fardeau et tant les nouveaux engagements du Groupe de la Banque que les transferts bruts ont atteint au cours du présent exercice des niveaux sans précédent.

54. M. AL-SAADY (Oman) se félicite des activités de développement menées par l'ONU par l'intermédiaire de ses institutions spécialisées, et souligne que ces activités contribuent grandement au renforcement de la coopération technique entre pays.

55. L'Oman insiste sur la nécessité de trouver de nouveaux mécanismes plus efficaces d'échanges d'expériences et de connaissances techniques et sectorielles, surtout face à des problèmes aussi inquiétants que la pollution de l'environnement, le peu d'attention accordée au développement humain, l'aggravation de la poussée démographique et l'extension de la pauvreté.

56. La coopération internationale et multilatérale est indispensable pour relancer le dialogue Nord-Sud car tous les pays ont des objectifs communs et interdépendants.

57. L'Oman se félicite du climat de détente politique dans le domaine international et est certain que cette détente permettra d'assurer l'équilibre économique mondial.

58. L'orateur réaffirme son appui à la proposition du Groupe des 77 visant à organiser en 1990 une session extraordinaire de l'Assemblée générale afin d'étudier le meilleur moyen de relancer le développement et la croissance économique par l'adoption de mesures efficaces destinées à remédier à la situation économique critique qui existe dans la majeure partie du monde et notamment en Afrique.

59. Enfin, il importe que les organismes du système des Nations Unies continuent d'agir en faveur du développement ainsi que dans d'autres domaines, ce qui permettra de mieux intégrer les activités opérationnelles et de tirer profit de l'expérience considérable déjà accumulée.

60. M. PINZON (Colombie) est conscient de l'énorme travail accompli par les organismes chargés d'exécuter les divers programmes en faveur du développement ajoutant que presque tous les pays du monde connaissent une période de transition et sont favorables au changement. Les nouvelles réalités politiques doivent s'accompagner d'un renforcement, sur les plans financier et administratif, de toutes les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, activités qui pour l'instant dépendent des contributions d'un petit nombre de pays seulement, dont la Colombie, qui est convaincue de l'importance du multilatéralisme.

61. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a mentionné un certain nombre de domaines prioritaires pour lesquels il importe de renforcer la coopération internationale, et dont il faut tenir compte en vue de la préparation de l'introduction du plan à moyen terme et de la nouvelle

/...

(M. Pinzon, Colombie)

stratégie pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces deux documents, de même que les résolutions et décisions qui seront adoptées lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, constitueront une base solide pour l'élaboration de programmes d'action concrets débouchant sur des activités opérationnelles pour le développement parfaitement structurées. L'orateur considère, comme l'Administrateur du PNUD, qu'il faut faire appel à des spécialistes, et partage l'inquiétude de l'Administrateur devant la difficulté de garder le personnel hautement qualifié nécessaire.

62. Après avoir souligné le bon fonctionnement du Programme alimentaire mondial qui, depuis quelques années, offre une aide alimentaire sans précédent pour des projets de développement, l'orateur dit que les sommes affectées aux projets de développement ne doivent pas être considérées comme des dons mais comme une contribution fondamentale au développement des pays bénéficiaires.

63. La Colombie appuie fermement l'oeuvre de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la population, comme en témoigne le fait qu'elle est le pays d'Amérique latine qui contribue le plus à ces deux fonds. L'appui de tous les Etats Membres est cependant nécessaire pour relever avec succès les défis imposés par la réalité et transmettre un héritage positif aux générations futures.

64. Mlle NCHAPI (Lesotho) dit que le Gouvernement du Lesotho attache toujours un grand intérêt aux activités opérationnelles pour le développement comme en témoigne sa modeste contribution lors de la Conférence pour les annonces de contributions de 1988. L'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 42/196 relative à cette question en confirme l'importance. Elle se félicite donc que l'on ait commencé à adopter des mesures pour appliquer cette résolution comme indiqué dans le document A/43/426. Cette résolution soulignait la nécessité d'une augmentation substantielle et réelle du flux de ressources concessionnelles, sur une base prévisible, continue et assurée. Les versements effectués au titre de l'aide publique au développement sont toutefois loin d'atteindre les objectifs fixés et il importe que les pays de l'OCDE, dont les contributions sont inférieures aux prévisions, intensifient leurs efforts. L'année 1987 a été marquée par l'adoption de mesures importantes destinées à accroître la mobilisation de ressources financières pour l'Afrique, et notamment les pays les moins avancés, par le biais de mécanismes d'ajustement structurel. Le Gouvernement du Lesotho a cependant constaté avec inquiétude que ces mesures étaient insuffisantes et que les pays concernés se voyaient contraints de procéder à des ajustements sans bénéficier de l'aide escomptée.

65. Si la plupart des thèmes concrets mentionnés dans la résolution 42/196 peuvent être abordés séparément, certains sont toutefois interdépendants et exigent une action intégrée. C'est pourquoi le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale étudie la possibilité de réaliser une étude élargie, orientée vers l'action, de certains aspects fondamentaux de cette résolution. La délégation du Lesotho est persuadée que cette étude englobera le plus grand nombre possible de pays en développement afin de dresser un panorama fidèle de la situation dans ce domaine.

/...

(Mlle Nchapi, Lesotho)

66. Les paragraphes 13 et 14 de la résolution mentionnée présentent un intérêt particulier pour le Lesotho car ils font référence au rôle des organes directeurs des organismes du système des Nations Unies en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et l'application des recommandations exprimées à l'occasion de l'examen à mi-parcours des progrès réalisés. Il convient de rappeler une fois de plus à cet égard la nécessité de fournir une aide accrue aux pays d'Afrique pour l'exécution de ce programme d'action ainsi que du Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

67. En ce qui concerne le rôle central que joue le Programme des Nations Unies pour le développement en matière de financement, il faut rappeler que l'ampleur du mandat assigné au PNUD, tel que défini dans le Consensus de 1970, portait de l'hypothèse que le programme continuerait de gérer une grande partie des ressources générales affectées à la coopération technique internationale. Cela ne s'appliquait alors que dans le cas des pays bénéficiaires où il n'existe qu'un petit nombre de programmes et non dans le cas des autres pays en développement. Au Lesotho, le PNUD joue un rôle utile en tant qu'agent central de financement des activités opérationnelles et un rôle très louable de catalyseur du développement économique et social du pays. Etant donné cependant que la situation n'est pas la même d'un pays à l'autre, il faut obtenir davantage d'informations de la part des Etats Membres avant de proposer les mesures à adopter pour renforcer le rôle du PNUD en tant qu'organisme central de financement et de coordination. A cet égard, la délégation du Lesotho fait sienne l'opinion selon laquelle la coordination au sein du système des Nations Unies doit compléter et non remplacer la coordination au niveau national.

68. En ce qui concerne la consolidation de la capacité des pays en développement de coordonner la coopération et l'assistance internationales conformément à leurs priorités et à leurs besoins il est prévu comme indiqué au paragraphe 33 du rapport du Directeur général de demander au PNUD d'examiner l'impact de ces activités, notamment en ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines, la création ou le renforcement de l'infrastructure institutionnelle et le transfert de technologie. Cette question est de la plus haute importance pour les pays en développement car ce sont eux qui ont la responsabilité fondamentale de coordonner la coopération et l'assistance internationales. Il arrive cependant fréquemment que les pays bénéficiaires aient des difficultés à réaliser cette coordination et c'est pourquoi le Gouvernement du Lesotho se félicite de la décision du Conseil d'administration du PNUD d'accroître les effectifs des bureaux du Programme en Afrique. Il faut espérer que les nouveaux fonctionnaires établiront des contacts avec les ministères concernés afin de renforcer la capacité des pays en développement dans un secteur aussi crucial que la coordination.

69. La décision du Conseil d'administration du PNUD de créer un programme de renforcement des capacités de gestion est particulièrement appropriée dans le cas du Lesotho qui a déjà demandé l'envoi d'une mission pour l'aider à exécuter son programme d'ajustement structurel.

/...

(Mlle Nchapi, Lesotho)

70. Les informations contenues dans le rapport du Directeur général concernant les réponses des institutions spécialisées (A/43/426/Add.3) seront extrêmement importantes pour l'application de la résolution 42/196 de l'Assemblée générale. Il est intéressant à cet égard de noter les divergences de points de vue des organes directeurs en ce qui concerne les diverses questions posées dans le rapport Jansson. Toutes les institutions considèrent cependant que, dans tous les cas, les pays en développement doivent être prioritaires. Les programmes du PNUD reposent principalement sur les plans nationaux de développement des pays bénéficiaires, qui sont également chargés de coordonner l'assistance extérieure reçue. Etant donné que la situation varie d'un pays à l'autre, le Lesotho estime souhaitable, si l'on veut progresser, de commencer par déterminer les objectifs à atteindre.

71. Le Gouvernement du Lesotho appuie l'action de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la population qui revêt une importance exceptionnelle pour les pays en développement. Le Lesotho invite instamment les Etats Membres de l'ONU à accroître les ressources de ces deux fonds afin qu'ils puissent continuer de répondre aux besoins des pays en développement et s'acquitter ainsi véritablement de leur mandat.

72. Enfin, étant donné l'énormité de la tâche que représente pour le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale l'application de la résolution 42/196, la délégation du Lesotho se félicite de la décision de créer un groupe des activités opérationnelles spécialement chargé de cette tâche.

73. M. DEVOLDER (Belgique) dit que les activités opérationnelles pour le développement représentent un très vaste sujet qui a des implications directes et concrètes pour tous les pays Membres de l'ONU et en premier lieu les pays en développement.

74. La délégation belge a déjà commenté le rapport du Directeur général (A/43/426) lors de la seconde session ordinaire de 1988 du Conseil économique et social et limitera donc son intervention à quelques points qu'elle considère très importants. Avant tout, elle confirme son appui à l'application de la résolution 42/196 de l'Assemblée générale qui reconnaît deux principes essentiels qui doivent gouverner toutes les activités opérationnelles pour le développement, à savoir le rôle central de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en tant qu'organes d'orientation générale et de coordination des activités opérationnelles et le rôle, également central, de financement et de coordination des activités de coopération technique joué par le Programme des Nations Unies pour le développement. Il convient de souligner l'importance de ces deux principes à un moment où on assiste à un retour du multilatéralisme et où les Nations Unies se trouvent au centre de la politique internationale.

75. On constate un déclin relatif de l'assistance fournie par le PNUD par rapport à celle accordée par d'autres organismes bilatéraux ou multilatéraux. La Belgique espère que l'examen du rôle central du PNUD dans le domaine du financement en fera apparaître clairement les raisons et que l'on pourra en tirer des conclusions

/...

(M. Devolder, Belgique)

pratiques pour inverser cette tendance. Pour sa part, elle a déjà signalé qu'à son avis, la multiplication des frais administratifs était un élément non négligeable et elle attache donc une grande importance à l'étude des mécanismes envisagés pour le remboursement des dépenses d'appui.

76. Il convient de rappeler que le rôle du PNUD en tant qu'organisme central de financement n'est que l'un des aspects d'un problème plus vaste, c'est-à-dire le rôle que les pays veulent voir jouer par le Programme. Il s'agit là d'un problème fondamental, et le moment est venu d'évaluer les activités passées pour mieux assurer l'avenir du Programme des Nations Unies pour le développement.

77. En ce qui concerne certains aspects plus spécifiques des activités opérationnelles en général et du PNUD en particulier, la délégation belge souligne l'importance du rôle du Coordonnateur résident et de l'utilisation efficace de la programmation par pays qui ont le même objectif : assurer, au niveau des pays, la coopération et la coordination entre les différents organismes du système des Nations Unies. La programmation par pays devrait aboutir à la formulation d'un cadre de référence qui assure la cohérence des activités de coopération technique de tous les organismes du système et qui facilite la tâche de coordination des pays bénéficiaires. La délégation belge considère de plus qu'il faudrait renforcer le rôle du Coordonnateur résident car cela permettrait d'améliorer la coordination et la coopération entre les différents organismes du système. Le Coordonnateur résident devrait avoir l'autorité nécessaire pour éviter, dans la mesure du possible, les doubles emplois et assurer la complémentarité des activités en faveur du développement.

78. Enfin, l'orateur accueille avec satisfaction la décision prise par le Conseil d'administration du PNUD à sa trente-cinquième session de créer un programme de renforcement des capacités de gestion. Il se félicite également du processus de réflexion et d'ajustement en cours dont il espère qu'il aboutira à un fonctionnement plus dynamique et plus efficace des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement.

79. M. RAICHEV (Bulgarie) souligne l'importance que revêtent pour les pays en développement les activités opérationnelles du système des Nations Unies et réaffirme c'est au PNUD qu'il incombe au premier chef de définir les grandes orientations de l'assistance technique à l'intérieur du système, conformément aux principes fondamentaux de l'universalité, du volontariat et de la souveraineté des pays bénéficiaires, énoncés dans le consensus de 1970 et réaffirmé récemment dans la résolution 42/196 de l'Assemblée générale.

80. L'amélioration de la situation internationale a déjà eu des effets positifs, comme en témoignent les résultats encourageants de la trente-cinquième session du Conseil d'administration du PNUD et de la récente Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement.

81. Le représentant de la Bulgarie souligne que le PNUD doit donner une impulsion aux activités liées à la sécurité de l'environnement et il loue les mesures prises par le Programme dans des domaines tels que le SIDA, la lutte contre la production

/...

(M. Raichev, Bulgarie)

et l'usage de drogues, la mise en valeur des ressources humaines, l'assistance aux mouvements de libération nationale et aux pays d'Afrique. Il considère cependant que, ces derniers temps, le PNUD a accordé une importance excessive au rôle du secteur privé dans le développement socio-économique des pays jeunes. Il convient d'assurer une distribution plus équilibrée et plus objective des ressources du PNUD entre les projets du secteur public et ceux du secteur privé et respecter le droit souverain de chaque gouvernement bénéficiaire de coordonner et d'administrer l'assistance qu'il reçoit. La délégation bulgare réaffirme que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social doivent être les instances responsables au premier chef de la coordination des politiques et l'établissement des directives touchant les activités opérationnelles.

82. La Bulgarie attache une très grande valeur aux activités de l'UNICEF, qui doivent contribuer à atténuer les répercussions négatives des politiques d'ajustement et les difficultés économiques des pays en développement. A cet égard, le programme à moyen terme pour 1987-1991 intitulé "Ajustement à visage humain" et ses quatre objectifs concernant la fourniture d'une assistance au titre de la santé des enfants sont très importants. Il convient également de souligner les efforts faits pour élaborer un projet de convention sur les droits de l'enfant.

83. En ce qui concerne la restructuration des activités et bureaux régionaux, la délégation bulgare maintient que la rationalisation ne doit pas s'effectuer au détriment du Bureau de Genève ni des liens avec les comités nationaux et les organisations non gouvernementales.

84. Enfin, M. Raichev réaffirme que la Bulgarie soutient les efforts du FNUAP visant à aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes démographiques.

85. M. DLAMINI (Swaziland) souligne l'importance des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement et se félicite des résultats encourageants obtenus lors de la récente Conférence pour les annonces de contributions au cours de laquelle on a observé un accroissement des contributions volontaires. Etant donné que les difficultés économiques que connaissent les pays en développement résultent des déséquilibres qui caractérisent le système économique mondial, leur solution exige des efforts concertés de la part de l'ensemble de la communauté internationale dans un contexte multilatéral.

86. La délégation swazie considère que les études de cas sur la gestion des activités opérationnelles pour le développement réalisées en application de la résolution 41/171 de l'Assemblée générale se sont révélées très utiles, mais en raison de leur caractère partiel, ont montré la nécessité d'adopter une approche plus large. Elle souligne en outre l'utilité du rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et souscrit aux conclusions formulées dans l'additif 3 à ce document. Elle estime que la création, au sein du Bureau du Directeur général, d'un service pour les activités opérationnelles est une initiative très positive.

/...

(M. Dlamini, Swaziland)

87. M. Dlamini loue le PNUD pour son rôle d'organisme central de financement et l'appui qu'il apporte aux efforts de développement des pays à faible revenu et se félicite de l'accroissement des ressources allouées au Programme au cours de la récente conférence pour les annonces de contributions, ce qui permettra d'améliorer la qualité de l'assistance fournie aux pays en développement. Il est particulièrement encourageant de constater que le Conseil d'administration du PNUD a décidé d'étoffer les effectifs chargés des questions intéressant l'Afrique en créant 183 nouveaux postes pour la planification économique et la coordination des opérations d'urgence, de renforcer la gestion dans les bureaux extérieurs et de constituer des équipes de consultants chargées d'aider les gouvernements à être mieux à même d'appliquer les programmes d'ajustement structurel. Toutefois, le PNUD a encore beaucoup à faire pour mieux adapter ses activités aux besoins des pays auxquels il accorde une assistance.

88. Le représentant du Swaziland félicite également le FNUAP des efforts qu'il déploie pour limiter le taux de croissance de la population mondiale. Le Swaziland est l'un des bénéficiaires directs du programme du Fonds qui accorde non seulement une assistance pour renforcer le programme de santé maternelle et infantile et de planification de la famille en particulier dans les zones rurales, mais fournit aussi des services d'experts pour la formation de personnel sanitaire et la construction de centres de santé dans les zones rurales et apporte diverses formes d'appui technique aux services de santé publique. Le FNUAP a procédé à une évaluation complète des besoins du Swaziland, qui a servi de base pour déterminer l'assistance à fournir aux pays au cours des prochaines années. Tout aussi important est le rôle complémentaire de l'UNICEF qui s'efforce de promouvoir le développement et le bien-être des enfants au Swaziland.

89. Le Docteur MUTALIK (Organisation mondiale de la santé) rappelle que le 27 octobre 1988, l'OMS a célébré son quarantième anniversaire et l'Assemblée générale a tenu un débat sur la prévention et la lutte contre le SIDA. Les déclarations prononcées à cette occasion par de nombreux représentants de toutes les régions du monde, le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général et le Directeur général de l'OMS ont plus que jamais mis en relief l'importance primordiale de la santé comme élément faisant partie intégrante du développement, tant du point de vue des politiques que des activités opérationnelles pour le développement.

90. Pendant plus de 40 ans et surtout au cours des 10 dernières années, l'OMS s'est particulièrement attachée à mettre en oeuvre, par le biais d'activités opérationnelles, des politiques revêtant une grande importance pour la santé de l'homme. La structure particulière de l'OMS, caractérisée essentiellement par la décentralisation au niveau des régions et sa représentation effective dans les pays a été un facteur très positif pour ses activités. Les bureaux des représentants de l'OMS se trouvent généralement dans les ministères de la santé et le représentant fait office de conseiller technique du ministre, le but étant d'assurer une intégration harmonieuse entre les programmes nationaux prioritaires et la coopération technique de l'OMS. C'est probablement cet ensemble de facteurs qui explique que les problèmes de coordination qui se posent au sein du système des

/...

(Dr Mutalik)

Nations Unies soient inexistants à l'OMS. Cette intégration efficace a permis d'obtenir des résultats de portée historique comme l'éradication de la variole, l'application d'une stratégie efficace contre la tuberculose, la lutte contre le paludisme, l'élimination quasi totale de l'onchocercose et la lutte actuellement menée contre le SIDA.

91. En outre, sur la base des résultats obtenus par l'OMS - et en collaboration avec l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD, la Banque mondiale et d'autres organismes ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales - il a été possible d'établir des objectifs très importants comme la vaccination de tous les enfants et l'élimination de la poliomyélite d'ici l'an 2000.

92. Il faut aussi tenir compte du fait que dans les pays le volume considérable des ressources financières allouées aux activités opérationnelles dans le budget ordinaire de l'OMS simplifie, bien souvent, la coordination de ces activités. En fait, plus de 65 % de ce budget est consacré aux activités régionales et nationales, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problèmes et que la situation actuelle est excellente. En réalité, l'OMS se heurte à d'énormes problèmes à l'échelon national. Dans le septième rapport sur la situation de la santé dans le monde, publié récemment, qui permet d'évaluer la stratégie de la santé pour tous d'ici l'an 2000, il apparaît clairement que, si cette stratégie a permis de réaliser d'importants progrès et si la notion de soins de santé primaires, qui en constitue l'élément essentiel, s'est imposée dans la plupart des pays du monde entier, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif fixé.

93. Le réseau de services de santé demeure insuffisant dans la plupart des pays en développement. La croissance démographique, qui a aussi des répercussions sur la santé, est un grand problème. En particulier, l'accroissement prodigieux de la population urbaine, qui se traduit par l'apparition de zones péri-urbaines où sévissent la pauvreté et les maladies, a de graves conséquences sur le plan socio-économique. De même, la situation générale dans le monde s'est détériorée en ce qui concerne des facteurs essentiels pour le développement tels que le niveau d'alphabétisation, la situation alimentaire, la condition de la femme, la malnutrition, la pauvreté et le SIDA, autant d'éléments qui exercent une influence déterminante sur la santé. S'il est vrai que des progrès considérables ont été réalisés dans la lutte contre les maladies transmissibles, ainsi que le diagnostic et le traitement de nombreuses maladies non transmissibles, celles qui sont liées au style de vie et au comportement (notamment, l'obésité, les conséquences du tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et récemment le SIDA) constituent de graves dangers. La situation mondiale dans le domaine de la santé se caractérise par des disparités toujours plus grandes entre pays en développement et pays développés. Il existe des différences énormes - et qui ne cessent de s'accroître - en ce qui concerne par exemple l'espérance de vie, la mortalité infantile, la prévalence de certaines maladies et la malnutrition. De même, du fait des progrès de la médecine dans la plupart des pays, la situation des personnes âgées commence à être au centre des préoccupations.

(Dr Mutalik)

94. Tous les facteurs susmentionnés font ressortir l'interdépendance mondiale dans le domaine de la santé et le caractère indispensable de la coopération et de la coordination intersectorielles au sein du système des Nations Unies. L'OMS a fait tout son possible pour promouvoir cette coopération avec ses partenaires, non seulement à l'intérieur du système des Nations Unies mais aussi ailleurs. Le mécanisme de coordination conjointe des politiques de la santé entre l'UNICEF et l'OMS, qui a fait la preuve de son efficacité, permet d'harmoniser les activités de ces deux organismes. La coopération de l'OMS et du FNUAP est évidente dans tous les régions ou pays où ces deux organismes travaillent en collaboration étroite. L'OMS et la Banque mondiale mènent une série d'activités conjointes parmi lesquelles figurent le programme de recherche sur les maladies tropicales et le programme sur la maternité sans risques, lancé récemment.

95. L'OMS a toujours coopéré étroitement avec le PNUD et en ce qui concerne les activités opérationnelles, a conclu avec lui la célèbre alliance pour la lutte contre le SIDA, qui s'est révélée être un mécanisme très précieux permettant d'incorporer les politiques et programmes nationaux connexes dans les programmes nationaux de développement économique et social. Ce mécanisme montre entre autres comment tirer le plus grand profit du rôle que jouent les coordonnateurs résidents des Nations Unies dans l'exécution des programmes opérationnels dans divers secteurs. En outre, l'OMS collabore étroitement avec de nombreux autres organismes des Nations Unies. L'expérience qu'elle a acquise montre que la coordination donne d'excellents résultats lorsque les organisations oeuvrent de concert et reconnaissent les avantages qu'offre chacune d'entre elles ainsi que le caractère complémentaire des fonctions dont elles s'acquittent dans le cadre des activités opérationnelles.

96. L'OMS est parvenue à la conclusion qu'il est très important de renoncer progressivement à la conception traditionnelle des projets et d'intégrer les apports des organismes aux programmes nationaux prioritaires. Cela a un rapport avec le financement central, question dont est également saisie la Commission. La validité de cette notion est entièrement fonction des circonstances et des besoins concrets. Dans le secteur de la santé, où sont harmonisés les apports techniques des bureaux mondiaux et régionaux pour l'élaboration du budget-programme au niveau national entre l'Organisation et les autorités nationales, un financement central risquerait d'aller à l'encontre de l'objectif recherché.

97. Les perspectives mondiales en matière de santé montrent à l'évidence que dans les années 90, il faudra faire face à des problèmes très difficiles. Il convient de rappeler que dans le discours prononcé devant l'Assemblée générale, le Directeur général de l'OMS a fait observer que l'expérience acquise par son organisation pendant 40 ans montre que lorsque la société agit avec détermination et compréhension, en s'efforçant d'atteindre les objectifs qu'elle juge essentiels, elle obtient les résultats souhaités. Nombre des problèmes de santé les plus importants dont souffre le monde ainsi que des décès prématurés peuvent être évités grâce à une modification du comportement, qui n'entraîne pas d'énormes dépenses. Les techniques et connaissances dont on dispose actuellement doivent se traduire par des mesures concrètes au niveau des collectivités. En effet, il est

(Dr Mutalik)

aujourd'hui possible de sauver les deux tiers des 14 millions d'enfants qui meurent tous les ans grâce à une campagne efficace d'information et de sensibilisation des familles.

98. Au cours des prochaines années, l'OMS continuera d'accorder une importance primordiale à ces problèmes dans le cadre des activités opérationnelles qu'elle mène pour atteindre l'objectif de la santé pour tous d'ici l'an 2000.

99. M. CAPRIROLO (Bolivie) déclare que si les activités opérationnelles pour le développement sont importantes, c'est parce qu'elles constituent l'élément le plus concret et le plus tangible de la contribution qu'apportent au développement des pays en développement la coopération internationale et l'action multilatérale.

100. Les résultats de la dernière Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement, surtout au PNUD, reflètent un regain de confiance dans les activités du Programme. Le versement de contributions régulières, prévisibles et croissantes en valeur réelle est une condition fondamentale si l'on veut renforcer encore plus l'important rôle qu'il joue dans le processus de développement. Il faudra donc que, dans le cadre de programmes multinationaux, la contribution de 0,7 % du PNB soit effectivement versée au titre de l'aide publique au développement. La Bolivie est très reconnaissante aux pays qui se conforment déjà à cet objectif.

101. D'un point de vue réaliste, trois éléments sont particulièrement importants si l'on veut renforcer l'efficacité de la coopération multilatérale aux fins des activités opérationnelles. En premier lieu, face à un environnement externe défavorable aux pays en développement, où l'endettement réduit à néant les possibilités de développement, et compte tenu de la rareté des ressources financières et des perspectives peu encourageantes quant à la possibilité d'obtenir grâce aux exportations les devises qui pourraient être affectées au développement, il convient d'utiliser au maximum et de protéger jalousement, en particulier grâce à une meilleure coordination, l'aide multilatérale rare et précieuse acheminée par l'intermédiaire des activités opérationnelles. L'insuffisance de la coordination se traduit par une sous-utilisation ou un gaspillage des rares fonds disponibles, ce dont la faute incombe tant aux pays donateurs et aux pays bénéficiaires qu'aux organismes internationaux. A cet égard, il faudrait renforcer le rôle de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en tant qu'organes chargés de déterminer les politiques qui régissent les activités opérationnelles, ainsi que leurs fonctions de coordination de l'ensemble du système.

102. En deuxième lieu, à l'aube d'une nouvelle décennie qui pose des problèmes redoutables à la coopération économique internationale et devant la réalité si changeante et si diverse des différents pays, il est nécessaire de renforcer un processus intégré d'établissement des priorités en vue de résoudre ces problèmes. Il est nécessaire à cette fin d'adopter une optique intégrée où les priorités mondiales et nationales s'harmonisent et qui soit axée sur l'objectif fondamental qu'est la relance du développement des pays en développement. Il faudrait inscrire dans ce contexte les activités opérationnelles du système des Nations Unies, qui

(M. Capriolo, Bolivie)

devraient de plus en plus faire partie intégrante du processus de restructuration des pays en développement vers lequel doivent tendre les efforts concertés de toutes les parties.

103. En troisième lieu, les principes fondamentaux de la coopération internationale que l'on a réussi à établir doivent demeurer le fondement essentiel qui transcende le processus constant d'adaptation et de changement de l'action multilatérale pour tenir compte des réalités. L'intervenant se réfère concrètement au caractère universel et volontaire du programme, à l'absence de liens entre les apports et leurs résultats, à son caractère multilatéral, garant de neutralité, et à la programmation par pays, conformément aux priorités fixées par le pays bénéficiaire. A cet égard, l'application de la résolution 12/196 de l'Assemblée générale permettrait d'étudier les méthodes propres à améliorer la coopération économique internationale et à en élargir les effets, ainsi qu'à renforcer les moyens d'action face à une réalité changeante.

104. Dans le processus de reprise économique et de développement, la coopération internationale se heurte non seulement au problème de la dette extérieure et de l'insuffisance des ressources affectées au développement, mais aussi à la nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines où l'on continue d'observer des lacunes, dont celui des activités opérationnelles.

105. Le PNUD est devenu le programme le plus important du système des Nations Unies sous le rapport de la capacité, grâce au rôle central de financement et de coordination de la coopération internationale qu'il assume, fonction qu'il faut respecter et renforcer.

106. L'une des tâches fondamentales des années 90 consistera à obtenir que tant la communauté des pays donateurs que celle des pays bénéficiaires de la coopération technique fassent preuve d'une plus grande discipline. Pour tirer le plus grand parti possible de l'aide multilatérale, il est nécessaire de renforcer les aspects de la coordination dans leur dimension institutionnelle, ce qui oblige à définir dans la pratique la fonction de coordination des activités opérationnelles du Conseil économique et social ainsi que le rôle central de financement et de coordination du PNUD; de respecter les objectifs prioritaires de développement que fixe le pays bénéficiaire conformément à son modèle ou programme de développement; de continuer à renforcer et à perfectionner la programmation par pays et d'encourager l'aide bilatérale dans la mesure du possible; et de déléguer une responsabilité accrue aux bureaux extérieurs aux fins de décentralisation, ce qui suppose qu'il faudra affecter au Bureau du représentant résident du PNUD du personnel assez qualifié pour s'entretenir avec les autorités compétentes de chaque pays sur les questions de fond touchant la programmation; il est nécessaire en outre de renforcer l'autorité du représentant résident pour que la coordination des programmes opérationnels ait véritablement un sens.

107. Enfin, l'intervenant réaffirme la valeur et l'utilité de la coopération multilatérale qui, dans l'actuelle conjoncture économique internationale, revêt une grande importance, surtout pour de nombreux pays en développement.

/...

108. Mlle SAAD (Egypte) fait observer que l'examen des activités opérationnelles auquel il a été procédé durant la présente session est d'une extrême importance et consiste essentiellement en une évaluation des activités des trois dernières années.

109. Se référant à une possible évaluation du système des Nations Unies à l'échelon mondial, l'intervenante déclare que lors de la formulation de ses conclusions, la réunion du Comité consultatif pour les questions de fond (Activités opérationnelles), qui se réunira au printemps de 1989 pour examiner les objectifs et stratégies pour les années 90, utilisera entre autres choses divers éléments qui ont été identifiés lors de l'élaboration de la quatrième stratégie internationale du développement. C'est ainsi que s'établissent les liens entre les buts et objectifs mondiaux fixés pour les années 90 et la contribution éventuelle des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement. A cet égard, Mlle Saad met l'accent sur les fonctions que remplit le Comité administratif de coordination et note avec préoccupation l'absence de toute référence à l'étude des perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2 000 et au-delà, surtout parce qu'il s'agit d'un thème qui devrait figurer à l'ordre du jour de la réunion de haut niveau sur l'environnement et le développement que le Groupe consultatif mixte des politiques doit tenir au cours du premier semestre de 1989.

110. Par ailleurs, il ressort des études entreprises par diverses organisations et organismes des Nations Unies comme le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, l'Unesco et la Banque mondiale que le rôle du PNUD en tant qu'agent central de financement perd de son importance: il est par conséquent essentiel d'examiner la question avec les organismes spécialisés qui ont conclu des accords en vue du versement de fonds extra-budgétaires et qui disposent de fonds d'affectation spéciale.

111. Il convient également de mentionner l'initiative prise par le Groupe consultatif d'encourager son personnel sur le terrain à mener des activités communes en matière de formation et d'échange de données d'expérience avec des collègues du siège et des fonctionnaires gouvernementaux, afin d'accroître leur efficacité dans les pays concernés, ainsi que le rapport récapitulatif du Directeur général sur les résultats des travaux en cours, dont le but est de définir les relations sur le plan opérationnel entre la Banque mondiale et les agents d'exécution du système des Nations Unies.

112. Quant aux achats et à l'exécution des projets, l'intervenante signale que la mobilisation des connaissances, grâce à la coopération technique entre les pays en développement, a contribué à renforcer l'offre de coopération technique, comme y ont contribué également les organisations non gouvernementales, les Volontaires des Nations Unies, les experts du transfert de connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN) et les services consultatifs à court terme. La délégation égyptienne espère que les initiatives du Groupe des services d'achat interorganisations et du Centre du commerce international permettront de prendre conscience de tout ce que l'Egypte peut offrir en tant que pays en développement. Au sujet de la note du Secrétaire général publiée sous la cote A/43/426, l'intervenante relève avec préoccupation que dans la partie portant sur les questions de fond aussi bien que dans le chapitre consacré à l'intégration des femmes aux programmes de développement, on trouve des formules et des notions extrêmement vagues qui appellent une définition plus précise.

/...

(Mlle Saad, Egypte)

113. En ce qui concerne l'évaluation de la coopération de l'Egypte dans le domaine des activités opérationnelles du système des Nations Unies, la délégation égyptienne réaffirme l'importance qu'elle attribue à la coopération multilatérale, en précisant que l'on ne peut mettre en doute le soutien qu'apporte l'Egypte aux activités de l'UNICEF. Non seulement on a créé des organisations comme, en Egypte même, le Conseil pour la maternité et l'enfance et, dans le monde arabe, le Conseil arabe pour l'enfance, mais on s'efforce d'accroître la coopération avec le Fonds dans tous les domaines, ceci même à un niveau aussi élevé que la vice-présidence du Comité des programmes. L'Egypte considère tout aussi fondamental le problème de la population et s'efforce d'élargir sa coopération avec le FNUAP.

114. En ce qui concerne le PNUD, l'intervenante souligne que la coopération de son pays procède de sources multiples et diversifiées et qu'un montant de 520 400 dollars a été imputé sur le CIP au bénéfice du projet de reconstruction de la bibliothèque d'Alexandrie, projet de grand intérêt tant pour l'Egypte que pour l'ensemble de la communauté internationale.

115. C'est néanmoins le NIL qui constitue le secteur essentiel de la coopération avec le PNUD et celui auquel doit être attribué le rang de priorité le plus élevé. Une étude récente, effectuée sous les auspices du Centre d'études stratégiques et internationales de Washington, montre que la géopolitique du Moyen-Orient a été longtemps dominée par le pétrole, mais qu'on reconnaît aujourd'hui qu'un autre liquide, l'eau, est une puissante arme politique dans la région.

116. Malgré l'énorme importance de la coopération multilatérale dans le domaine des ressources en eau, comme le montre le programme régional arabe, la collaboration du PNUD demeure indispensable. D'une part, l'Egypte apprécie à leur juste valeur les projets approuvés au niveau national et exécutés par la Banque mondiale. D'autre part, compte tenu du fait que le Nil traverse plusieurs pays africains, l'Egypte s'est toujours efforcée de resserrer les liens de coopération avec les pays frères de la région. La réunion de programmation de la CTPD qui s'est tenue en Egypte offre d'immenses possibilités et l'on attend avec beaucoup d'espoir la conclusion d'un accord international juridiquement contraignant sur l'utilisation des cours d'eau. Les représentants des pays riverains ont, dès janvier 1986, invité le PNUD à élargir son assistance aux fins d'étudier, de proposer et de mettre en place les moyens qui permettraient de mettre en valeur, dans le cadre d'une coopération efficace, les ressources en eau du Nil.

117. L'intervenante fait observer que l'Egypte, pour montrer clairement qu'elle voit dans le PNUD l'organe de financement central du système des Nations Unies pour les activités opérationnelles, a cette année décidé de verser au Programme une contribution, symbolique par son montant, mais généreuse dans son intention, lors de la Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement.

118. M. MUKHTAR (Soudan) dit que les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement constituent un message pour le monde entier, parce qu'elles paraissent comme une réaffirmation de l'idée que la coopération économique internationale est une condition de la survie de la planète. C'est pourquoi le Soudan se prononce en faveur d'une intensification de ces activités

/...

(M. Mukhtar, Soudan)

afin de surmonter les difficultés qu'affrontent les pays en développement, surtout la pauvreté et le sous-développement, comme le représentant de la Tunisie l'a indiqué dans la déclaration qu'il a prononcée au nom des pays membres du Groupe des 77. Le Soudan a donc pris note avec un vif intérêt des progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

119. Le Gouvernement soudanais attache une très grande importance à son étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies, coopération qu'il entretient depuis de nombreuses années et qui s'est concrétisée de bien des manières. Il considère que la décision 88/18 du Conseil d'administration du PNUD sur l'exécution des projets par les gouvernements permettra aux pays en développement, surtout aux moins avancés d'entre eux, de sortir du cercle vicieux dans lequel ils sont enfermés. Dans tous les pays, quels qu'ils soient, la collaboration entre le secteur public et le secteur privé facilitera le transfert de technologie et permettra donc de renforcer l'économie nationale. Ainsi disparaîtra l'excuse qu'invoquent certains donateurs pour ne pas venir en aide aux pays en développement, parce qu'ils doutent de leur capacité d'absorber les ressources affectées à certains projets qualifiés à tort de trop ambitieux.

120. Le Gouvernement soudanais accueille avec satisfaction la décision 88/33 du Conseil d'administration du PNUD concernant la programmation par pays et la programmation multinationale par laquelle a été approuvé le programme intéressant le Soudan. Malgré cela, la situation qui règne dans le pays s'est aggravée à la suite des inondations survenues en août. Etant donné l'ampleur des dégâts occasionnés, l'assistance que la communauté internationale peut prêter par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies revêt une extrême importance. A cet égard, la collaboration du PNUD et de la Banque mondiale contribuera de manière décisive à la reconstruction de l'infrastructure économique dévastée. De plus, le PNUD devra faire preuve de souplesse en ce qui concerne le cycle actuel de programmation, compte tenu des problèmes que connaît le Soudan.

121. La délégation soudanaise est profondément reconnaissante à l'UNICEF de son assistance lors de la sécheresse qui s'est abattue sur le pays en 1984 et des secours qu'il a apportés aux victimes des inondations récentes. Elle remercie également le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme alimentaire mondial de la collaboration inestimable qu'ils ont apportée à leur pays durant la situation d'urgence qu'il a connue.

La séance est levée à 13 h 5.